

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

La Douane veut sécuriser les recettes de la SGEPP

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

DANS le cadre de ses missions de terrain, le directeur général des douanes et droits indirects, Boris Admina Atchoughou, a effectué, mardi dernier, une visite de

Ce qui nous permettra d'avoir des données en temps réel, et ce, avec le concours du directeur général de la Douane», a indiqué le DG

travail et de terrain au siège de la Société gabonaise d'entrepôtage de produits pétroliers (SGEPP). Cette séance de travail avait pour but de présenter à la nouvelle direction de la Douane, les mécanismes de collecte de recettes douanières au sein de la SGEPP. En effet, selon le directeur général de cette société, Wilfried Pissa Tchambo, depuis la loi de finances 2019, la SGEPP est passée en entrepôt spécial hydrocarbure. C'était l'occasion

pour le directeur général des Douanes de voir quels sont les mécanismes qui ont été mis en place par la société pour soutenir la collecte des droits de douane et des outils mis en place pour stabiliser cette collecte.

" Pour collecter des droits des douanes, il nous faut des relevés. Ceux que nous utilisons aujourd'hui sont manuels mais vont passer bientôt en numérique. Ce qui nous permettra d'avoir des données en temps réel, et ce, avec le concours du directeur général de la Douane", a indiqué le DG. " La SGEPP est un partenaire stratégique d'autant plus que depuis le début de cette année 2020, nous avons désormais une source de recettes supplémentaires. Et avec cet entrepôt d'hydrocarbures, nous pourrions renouveler l'expérience de Sogara à Port-Gentil, de Comilog à Moanda. Cette séance de travail a été bénéfique pour les deux parties, car nous avons réussi à sécuriser dorénavant une source de revenu qui nous échappait depuis des décennies".



La direction de la Douane s'est dit satisfaite des échanges avec la SGEPP.

Olam Palm : le futur complexe industriel d'Owendo à l'étude

Jean MADOUA
Libreville/Gabon

LE projet de construction du complexe industriel de l'entreprise Olam Palm dans la zone portuaire d'Owendo prend forme

Notamment son étude d'impact social et environnemental et la mise en conformité sur le plan foncier.

le 20 novembre dernier, une importante séance de travail avec le

directeur RSE et Développement durable d'Olam Palm Gabon accompagné du cabinet Insuco chargé de l'étude d'impact social du projet.

Il était question pour la délégation de l'industriel de présenter le projet dans sa phase technique et réglementaire. Notamment son étude d'impact social et environnemental et la mise en conformité sur le plan foncier. Le futur complexe industriel d'Olam Palm sera composé d'une usine de biodiesel, d'une raffinerie d'huile alimentaire et d'une usine de graisses spéciales au niveau du Port d'Owendo.

Aninf : les adieux d'Alex Bernard Bongo Ondimba

GM. NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

APRÈS 9 ans passés à la tête de l'Agence nationale des infrastructures numériques et de fréquences (Aninf), Alex Bernard Bongo Ondimba a officiellement cédé son fauteuil au nouveau patron de cette structure, Daniel Christian Rogombe, le mardi 24 novembre dernier. Occasion pour le sortant de faire un tour d'horizon de quelques projets menés dans la boîte et que devrait poursuivre son successeur. Il s'agit, entre autres, de la construction du backbone national en fibre optique, du Réseau de l'administration gabonaise (RAG), de la mise en place d'une autorité de certification nationale, de la réalisation des projets du schéma directeur national des systèmes d'information et de la sécurisation du système d'information de l'administration.



Daniel Christian Rogombe (assis) qui a succédé à Alex Bernard Bongo Ondimba (droite).

"Je souhaite tout modestement qu'une attention particulière soit portée sur le RAG qui constitue notre ancrage dans l'administration gabonaise par rapport à nos cœurs de métier", a lancé le dg partant à son successeur. Le secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Yves Teale, a rappelé à Daniel Christian Rogombe les raisons

de la création de l'Aninf : être le vecteur essentiel du développement du secteur numérique. Aussi dans la continuité de la mise en œuvre du plan Gabon numérique, le nouveau DG sera-t-il attendu sur la poursuite de la normalisation et l'informatisation des grands registres de l'État, la mise en place du e-gouvernement à l'horizon 2025.